

année d'exploitation est fixée à 1 800 GWh (gigawattheures); elle doit atteindre 3 000 GWh au début de la quatrième année.

Pour être en mesure de produire l'énergie à livrer, la centrale doit recevoir 150 millions de pieds cubes de gaz naturel chaque jour. On compte, à cette fin, mettre en exploitation des champs gazifères situés à proximité de Santa Cruz et construire à Puerto Suarez un gazoduc d'un diamètre extérieur de 20 pouces et d'une longueur de 557 kilomètres. C'est la société Nova Corporation, d'Alberta, qui a été chargée d'exécuter l'étude de marché préliminaire et de préparer le rapport préalable au projet. L'entreprise Snam Progetti a réalisé l'étude de faisabilité et la conception préliminaire en mai 1989. Le gazoduc devra être doté de deux postes de comptage, de vannes d'embranchement principal et d'un système de télémesure et de télécommunications.

On estime à 700 millions de dollars américains l'investissement que nécessitera la construction de la raffinerie de gaz, du gazoduc et de la centrale. En 1989, le coût du gazoduc seul était évalué à près de 250 millions de dollars US et celui de la centrale à 200 millions. Le Brésil, de son côté, devra investir entre 100 et 120 millions de dollars US pour se doter des lignes de transport nécessaires. Les principales sources de financement sont les suivantes : la Bolivie qui, par l'intermédiaire de la YPFB, fournira 100 millions de dollars US, la Banque mondiale (150 millions), la Banque interaméricaine de développement (BID) (250 millions) et le Fonds japonais de coopération économique avec l'étranger, dont l'apport de 200 millions de dollars pourra être utilisé à sa guise par la Bolivie. Par ailleurs, la banque japonaise EXIMBANK serait disposée à prêter 100 millions de dollars pour favoriser l'exportation des produits japonais. À l'exception des sommes fournies par le Fonds japonais de coopération économique avec l'étranger, tous les autres prêts seraient consentis à des conditions commerciales usuelles. On en est encore à dresser les propositions de financement, dans lesquelles on voudrait inclure un mécanisme qui assurerait le paiement des exportations boliviennes d'électricité en temps voulu.

Des facteurs techniques et économiques militent en faveur d'une exploitation plus large du gaz naturel; on prévoit notamment la construction, vers 1994, d'une usine de production d'urée utilisée comme engrais, ainsi que celle d'une usine de polyéthylène; l'emplacement de ces installations sera choisi en fonction des débouchés futurs. La Bolivie voudrait que ces deux usines soient financées par l'entreprise privée, qui en serait également propriétaire, et envisage un apport de fonds de la part de la Société financière internationale (SFI). La rumeur veut qu'un groupe formé d'intérêts brésiliens et boliviens s'appête à formuler une proposition en ce sens.

À la fin de 1990, le gouvernement bolivien a lancé un appel d'offres international pour les différentes composantes de la centrale et du gazoduc; le projet n'a cependant pas évolué, car la EXIMBANK japonaise a différé sa participation jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution à certains problèmes relatifs à la dette du tiers monde.